ZAKARIA BOUALEM est de retour !

TELQUEL

TELQUEL

12

LE MAROC TEL QU'IL EST

N°129 • Du 29 mai au 4 juin 2004

NOUVELLE FORMULE

Hassan II et Oufkir

Révélations et témoignages inédits sur L'AFFAIRE DU BOEING

DOCUMENT

PUTSCH DE 72

L'histoire secrète d'une trahison

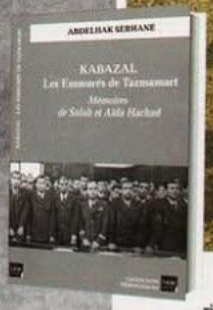
www.telquel-online.com

DOSSIER

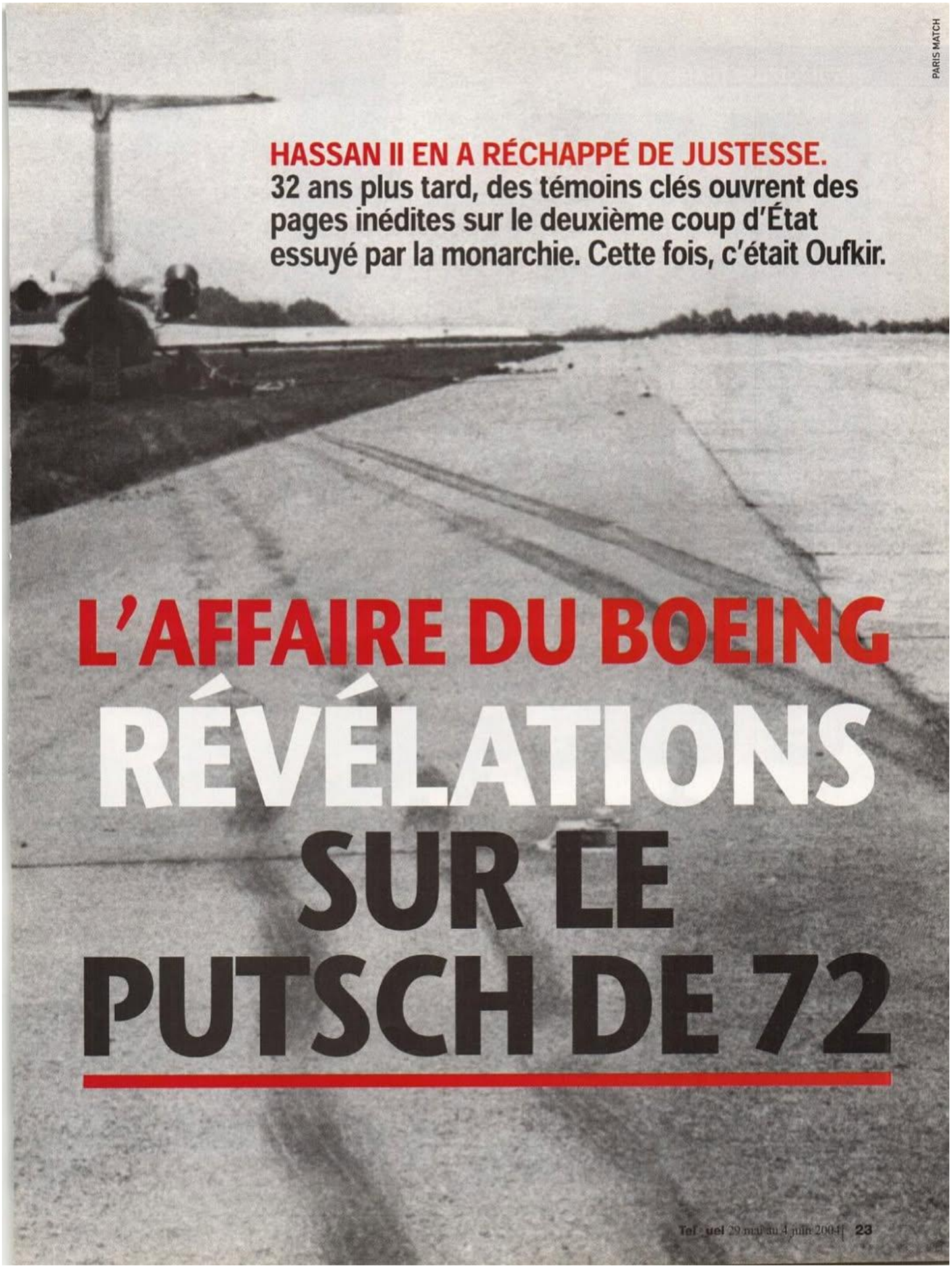
PAR DRISS KSIKES ET KARIM BOUKHARI

Le train d'atterissage touché, le Boeing royal finit sa course hors de la piste. Le roi en sortira par toboggan

DR



Cette semaine, deux ouvrages paraissent simultanément sur "le coup de l'avion", aux éditions Tarik, reprenant les témoignages de Ahmed El Ouafi (à droite) et Salah Hachad. Le 16 août 1972, le premier était à la tour de contrôle et le second pilotait un des chasseurs qui ont encerclé l'avion royal. Sur la photo, on les voit en "pélerinage" à Tazmamart, où ils passèrent 18 ans.



PARIS MATCH

HASSAN II EN A RÉCHAPPÉ DE JUSTESSE.
32 ans plus tard, des témoins clés ouvrent des pages inédites sur le deuxième coup d'État essuyé par la monarchie. Cette fois, c'était Oufkir.

L'AFFAIRE DU BOEING
RÉVÉLATIONS SUR LE PUTSCH DE 72

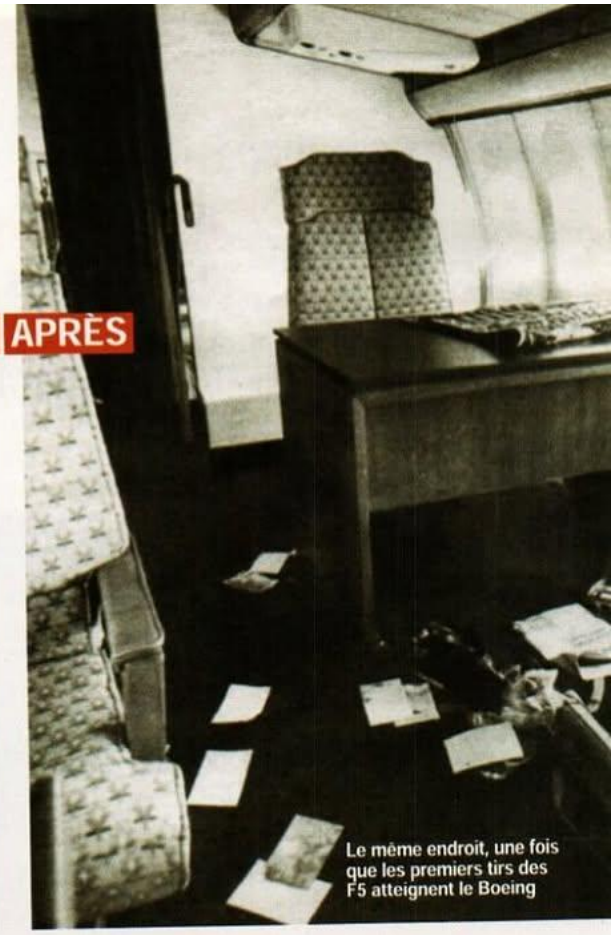
PUTSCH DE 72

HISTOIRE D'UNE TRAHISON

PHOTOS
PARIS MATCH

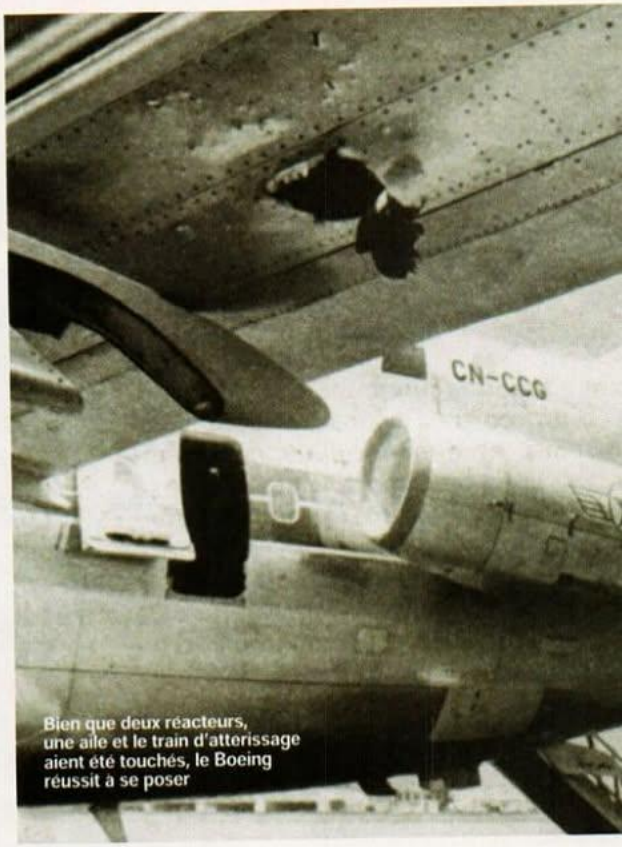
AVANT | APRÈS

Quelques minutes avant l'attaque, le roi plaisante avec son frère Moulay Abdellah



Le même endroit, une fois que les premiers tirs des F5 atteignent le Boeing

Le cockpit, après l'attaque. Hassan II aurait envoyé un message radio depuis ce fauteuil



Bien que deux réacteurs, une aile et le train d'atterissage aient été touchés, le Boeing réussit à se poser

Le fuselage est touché. Une soudaine dépressurisation fait jaillir les masques à oxygène dans la carlingue

Hassan II, hirsute, se fait saluer par le général Driss Ben Omar à sa descente d'avion. La RTM retransmet le début de la scène en direct, avant d'interrompre brusquement le programme

PUTSCH DE 72
HISTOIRE D'UNE TRAHISON

Le général Oufkir visitant la base aérienne de Kénitra, peu avant le putsch dont il sera l'initiateur. À sa droite, le cerveau de l'opération, le lieutenant-colonel Amekrane. Au garde-à-vous, deux des pilotes qui feront feu sur le Palais royal, le lieutenant Boukhalif (1) et le sergent Bahraoui (2)

PARIS MATCH

Mohamed Amekrane...

PARIS MATCH

... et Louafi Kouéra, lors de leur comparution au tribunal le 7 octobre 1972. Tous deux seront condamnés à mort et fusillés

COLL. PRIVÉE SALAH HACHAD

De gauche à droite, au premier plan : le capitaine Larabi, le commandant Kouéra, les capitaines Hachad et El Ouafi. Les deux premiers seront exécutés, les deux autres croupiront 18 ans au bagne de Tazmamart

COLL. PRIVÉE AHMED EL OUAFI

COLL. PRIVÉE SALAH HACHAD

Le capitaine Hachad (bras croisés, tête nue), face à un officier américain de la base de Kénitra. L'arrivée des Américains en tenue de combat le matin du putsch a soulevé de multiples interrogations, qui demeurent aujourd'hui encore sans réponse.

PUTSCH DE 72
HISTOIRE D'UNE TRAHISON

© TARIK ÉDITIONS

BASE AÉRIENNE DE KÉNITRA

TOUT A CO

La légende veut que le roi ait survécu au coup de 72 grâce à sa "baraka". Une version qui ne résiste pas aux faits. Grâce à des témoignages inédits, TelQuel reconstitue avec précision le film des évènements.

PAR KARIM BOUKHARI ET DRISS KSIKES

Hassan II est à Paris depuis le 26 juillet. Un Boeing 727 britannique, fraîchement acquis par la RAM, le conduira au royaume, dans l'après-midi du mardi 16 août 1972. Le roi est attendu, tout particulièrement par trois hommes : le général Mohamed Oufkir (ministre de l'Intérieur et ministre de la Défense), le lieutenant-colonel Mohamed Amekrane et le commandant Louafi Kouéra. Depuis une semaine déjà, le trio a mis au point un scénario de coup d'État, dont l'amorce serait l'attaque de l'avion royal. *"Je l'attends avec tous les moyens. Faites le nécessaire pour détruire le Boeing"*, dit Oufkir, alors homme fort du régime, à ses deux complices dans une soirée privée qui a eu lieu le 9 août. L'idée d'une attaque aérienne avait déjà été envisagée à l'aller. Un plan avait même été arrêté. Quatre avions d'escorte, armés de bombes et de roquettes devaient être stationnés à Tanger pour "intercepter" le roi au vol. Mais à la dernière minute, et contre toute attente, Hassan II décide d'abandonner l'avion pour emprunter un itinéraire surprenant : le train jusqu'à Tanger, le bateau jusqu'en Espagne, puis l'avion pour atterrir à Paris. L'étrange prémonition de Hassan II n'a fait que retarder l'échéance. Le projet de l'éliminer, en faisant appel à l'aviation militaire, était solidement ancré dans la tête d'Oufkir, depuis le 11 juillet 1971. Ce jour là, Amekrane, pris à part par Oufkir au lendemain du putsh raté de Skhirat, lui souffle (involontairement ?) l'idée : *"Vous le savez, mon général : je dispose d'avions supersoniques de combat, d'un armement sophistiqué et d'un personnel qualifié. Sachez-le, si j'avais voulu fomenter un coup d'État, je l'aurais organisé moi-même"*. Le déclic se produit, alors. Oufkir, caressant le dessein d'éliminer Hassan II, venait d'en trouver le moyen : couvrir Amekrane et obtenir en échange sa collaboration à un coup d'État à partir de la base aérienne de Kénitra, fleuron des Forces Royales Air (FRA), dont il est le commandant. Avec un Amekrane, connu pour sa probité morale, le général s'offre une nouvelle virginité auprès d'officiers et de sous officiers qui ne le portaient pas dans leur cœur. Multipliant ses visites et ses largesses vis-à-vis du personnel de la base, Oufkir tente de redorer son blason, sans perdre de vue son objectif. Il va jusqu'à visionner sur place un film sur les nouvelles acquisitions qui font la fierté de l'armée de l'air, les avions de combat américains F5. Anecdote symbolique rapportée par le capitaine Ahmed El Ouafi, chef des moyens techniques : *"Un jour, Oufkir est venu à mon bureau, accompagné du colonel Hosni Benslimane (à l'époque gouverneur de Kénitra) et d'autres hauts gradés de l'armée. Ils voulaient en savoir plus sur ces F5 qui devaient remplacer les MIG russes. Au moment où j'allais en parler, le portrait encadré de Hassan II s'est décroché du mur pour tomber par terre. Étrange coïncidence"*. Oufkir n'a pas de mal à convaincre Amekrane de détourner les F5 pour les besoins du coup d'État. Amekrane, aux intentions régicides bien établies, met au parfum son acolyte et adjoint, Kouéra. Malgré la confidentialité de rigueur, le coup d'État est un secret de polichinelle. Plusieurs cercles politiques, UNFP notamment, et militaires, se doutaient bien que *"le duo Oufkir-Amekrane manigance quelque chose"* (voir p 34-35). Un coup d'État pendait au nez de Hassan II. Restait les questions : où, quand et comment ?

Amekrane lors de son procès. Mais le plan n'a finalement pas été retenu. Au retour, le trio l'attend de pied ferme. Première surprise déjà, le roi a décidé la veille (autre prémonition ?) de faire escale à Barcelone. Kouéra, absent de la réunion de Rabat, cherche par tous les moyens à déterminer le programme de vol du 727 royal. Amekrane surprend son petit monde et se pointe à la base, alors qu'il n'en est pourtant plus le commandant direct. *"Vous croyez que vous vous étiez débarrassés de moi à jamais,* dit-il en s'adressant à ses subordonnés. *Eh bien, détrompez-vous ! Je prends le commandement de la base aujourd'hui et c'est moi qui dirige les opérations"*. Amekrane va jusqu'à refuser de piloter l'un des F5, comme l'avait souhaité initialement Oufkir, pour rester maître au sol via la tour de contrôle de Kénitra. Autour de lui, les officiers s'affairent. Ils ne sont pas tous dans les secrets des dieux. Le capitaine Salah Hachad dirige, en sa qualité de chef des opérations, le briefing relatif au plan de vol de l'escorte (cinq F5A monoplace et un biplace F5B). Il ne se doute pas de la suite des événements et il n'est pas le seul. Il assiste, impuissant, aux aménagements inattendus opérés par ses supérieurs. Le capitaine Larabi Hadj, initialement prévu dans l'escorte, est remplacé, sur ordre d'Amekrane, par le lieutenant Abdelkader Ziad. Une anecdote historique explique pourquoi ses chefs ont décidé de le mettre dans la confidence : en 1958, Ziad avait refusé de participer à l'opération menée par Hassan II et Oufkir contre les Rifains. Le deuxième changement est plus surprenant. Trois des F5A devant assurer la mission d'envol de l'escorte royale sont armés. Pourquoi ? Amekrane explique à ses officiers interloqués que *"dorénavant, toutes les escortes seront armées. C'est la règle"*. Connaissant le côté droit, rigoureux, voire rigide de l'homme,

MMENCÉ ICI

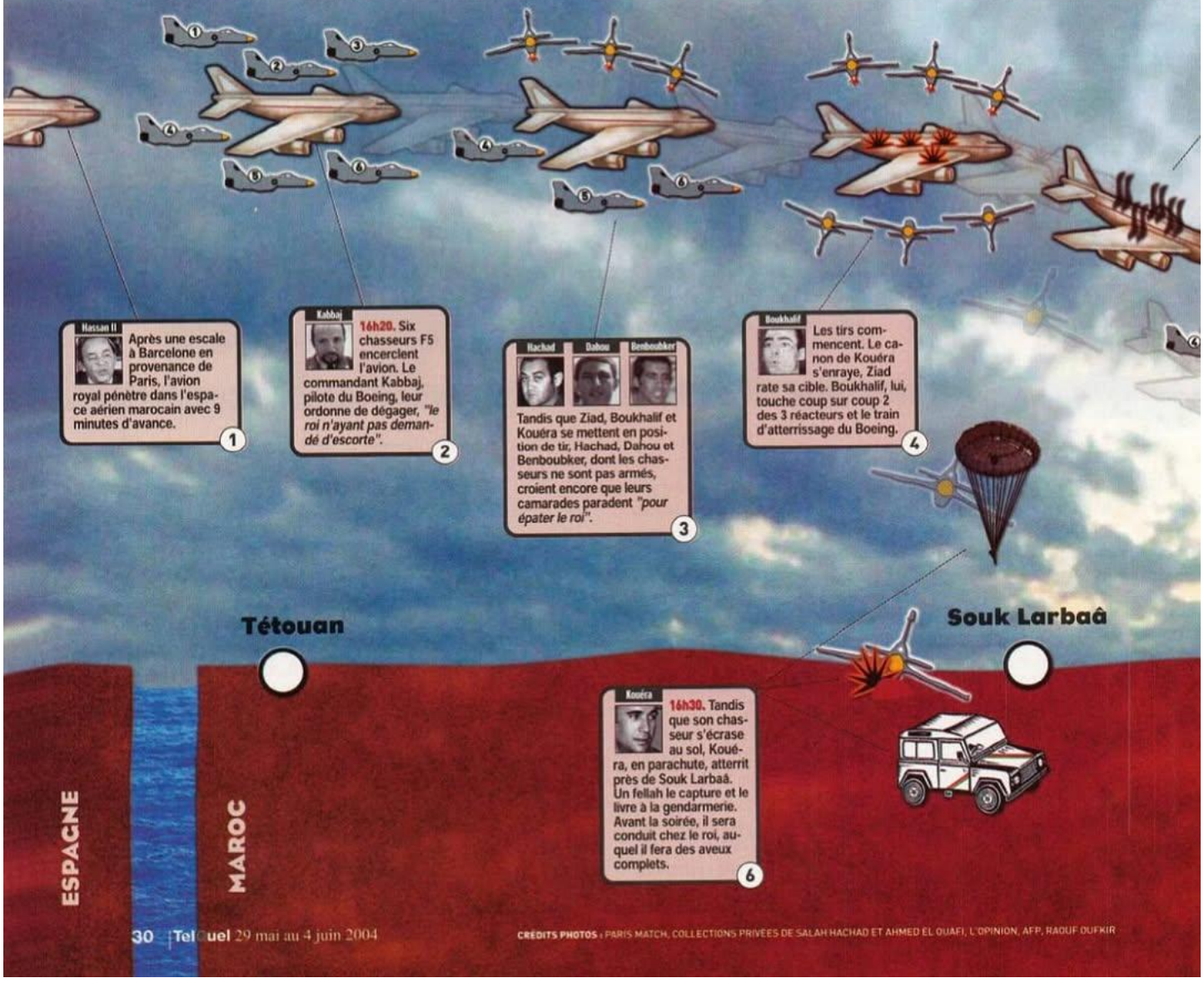
LE MATIN DES PRÉPARATIFS (8H-14H)

Une réunion impromptue a lieu à l'état-major des FRA à Rabat le 16 août à 8h. Conduite par le colonel Hassan Lyoussi, elle a pour ordre du jour d'entériner des affectations tactiques adoptées précipitamment à la veille du coup d'État. Après que Amekrane ait été promu officiellement numéro deux des FRA, que Kouéra l'ait remplacé à la tête de la base de Kénitra, c'est au tour des subalternes de procéder au jeu des chaises musicales. Les permutations décidées au pied levé n'ont qu'un but, écrira plus tard El Ouafi, celui de *"neutraliser (les officiers) et d'empêcher les autres bases aériennes de pouvoir réagir à temps aux évènements"*. Dans l'intervalle de la réunion, Amekrane, visiblement excité, est accroché à son téléphone avec à l'autre bout du fil le général Oufkir. Les deux hommes s'inquiètent de l'heure d'arrivée de l'avion royal et mettent au point les dernières retouches à leur plan d'action. L'attaque du Boeing se fera par une vraie-fausse escorte menée par six chasseurs F5 devant décoller de Kénitra. À l'aller, déjà, Lyoussi, patron de l'aviation militaire, leur avait suggéré d'organiser *"une escorte armée qui survolerait le bateau royal"*, nous apprendra son explication paraît plausible et ne suscite aucun atermoiement. Mais pourquoi trois seulement sur les six F5 affrétés pour la mission ? *"C'est pour ne pas éveiller la suspicion des Américains (présents en force à la base de Kénitra)"* (lire p 34-35).

L'OPÉRATION BORAQ (14H-17H)

Oufkir est en contact avec les deux tours de contrôle, de Kénitra et Rabat Salé, également tenue par des militaires (aujourd'hui encore, d'ailleurs). Amekrane attend plus de précisions sur l'heure de décollage du Boeing, en provenance de Barcelone. Le lieutenant M'barek Touil, tenu à l'écart de la conspiration, avait désarmé les avions stationnés sur la piste la veille. Pris de court, ses chefs lui ordonnent d'en superviser le réarmement par des canons 20 mm. Amekrane racontera plus tard au tribunal qu'Oufkir n'avait donné son feu vert pour l'armement que la veille du putsch (le lundi 15 août). Le chargement des canons se fait alors dans la précipitation. L'heure exacte du décollage du Boeing étant restée en suspens, Kouéra entre en contact avec la tour de contrôle de Barcelone pour en avoir le cœur net, avant de prendre place dans

son F5. Prennent part à l'escadrille baptisée "Boraq", outre Kouéra, les lieutenants Ziad et Boukhalef dans les F5 armés, Hachad, flanqué par Doukkali, s'installe dans le F5B, tandis que Dahhou et Benboubker ont droit à des F5A non armés. À 15h40, les F5 reçoivent l'ordre de décoller. Amekrane demande un transistor pour *"vérifier si, comme prévu par Oufkir, la musique de la marche militaire signifiant l'avènement de la république allait être diffusée sur les ondes"*, confiera-t-il plus tard en prison. Circonspect, il reste en attente. L'adjudant-chef Magouti réceptionne quelques minutes plus tard le message télégraphique confirmant que le Boeing a bel et bien décollé. À 16h, l'escorte, arrivée à hauteur de la région de Tanger, n'a toujours pas repéré l'avion royal. *"Nous allons opérer une reconnaissance plus large, peut-être a-t-il (le roi) changé de cap"*, s'impatiente alors Kouéra par radio. Le commandant ne croit pas si bien dire. Hassan II venait, en effet, d'ordonner à son pilote, Mohamed Kabbaj, de *"survoler le plus longtemps possible le territoire espagnol"*, comme il le dira plus tard dans ses mémoires. À 16h20, Dahhou s'écrie "Taleho", expression américaine voulant dire que "la cible est repérée". Le Boeing est enfin visible. Les F5 font leurs manoeuvres pour se mettre à son niveau puis l'encercler. Les six chasseurs se scindent en deux groupes. Les 3 armés entament une "noria" (passes de tir air-air), qui fait croire à une *"acrobatie visant à épater le roi"*. Kabbaj, pour sa part, est surpris. *"Éloignez-vous. Sa Majesté n'a pas demandé d'escorte"*, lance-t-il à la radio. L'appel est vain et le roi se rend à l'évidence. Ce n'est pas une escorte mais un traquenard. Kouéra ouvre le bal. Mais, surprise, son canon est bloqué. On l'entend à la radio pester contre sa machine, vraisemblablement mal armée au sol. Ziad enchaîne sans grande réussite. Boukhalef prend le relais et réussit d'emblée à toucher l'un des trois réacteurs du Boeing. Hassan II tente la ruse : *"Dis-leur d'arrêter de tirer. Dis-leur que le roi est touché et que tu es blessé"*, ordonne-t-il à Kabbaj. Ce dernier réplique : *"Pas de bluff. Attention, ils sont en train de nous écouter"*. Kouéra, dans l'incapacité d'activer son canon, s'affole et déci-

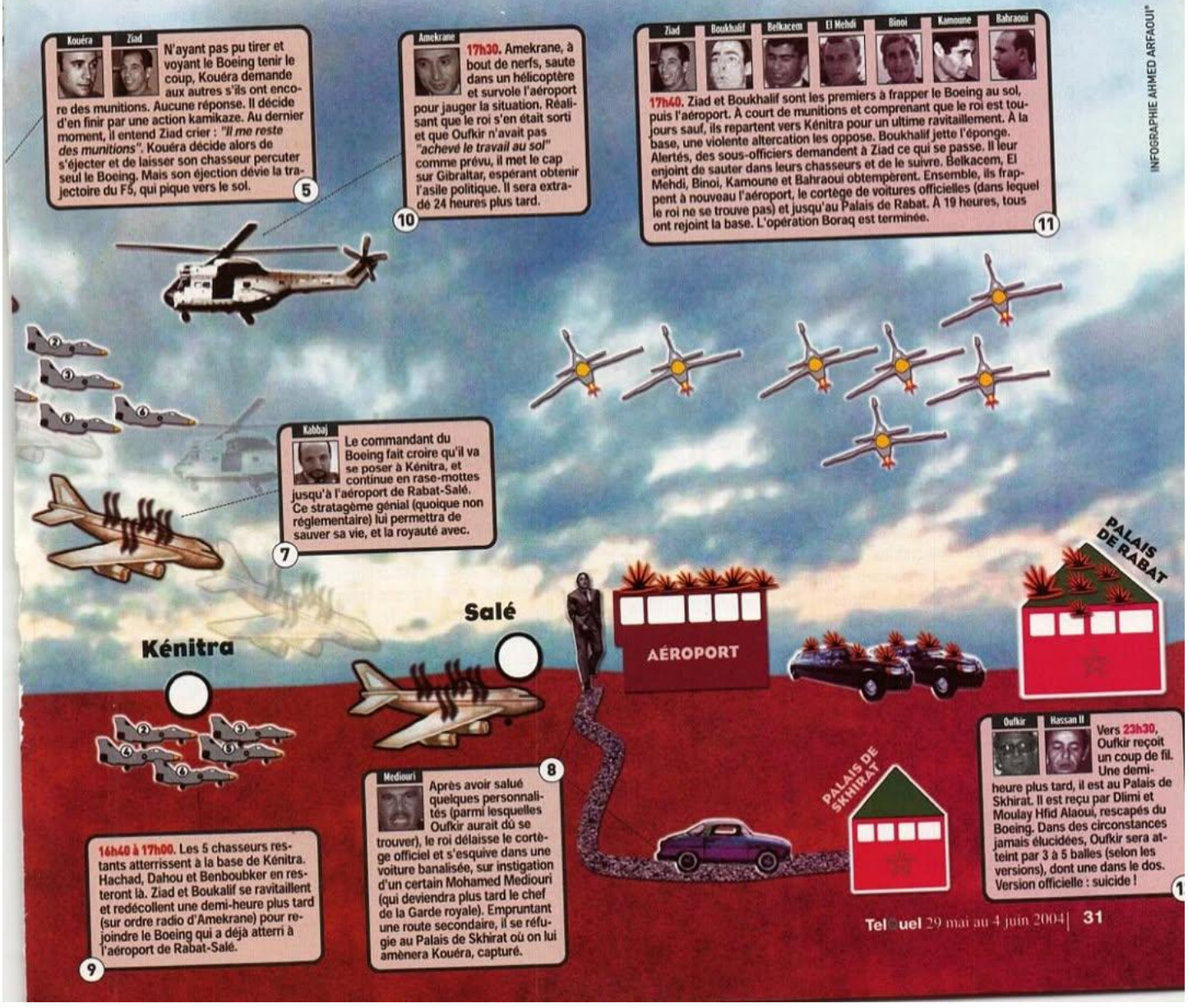


CRÉDITS PHOTOS : PARIS MATCH, COLLECTIONS PRIVÉES DE SALAH HACHAD ET AHMED EL OUAFI, L'OPINION, AFP, RAOUF OUFKIR

de de faire le kamikaze. *"Adieu mes amis, je fonce pour la patrie"*, entend-on à la radio. Il pique vers le Boeing, mais le rate de près. Comment cela a-t-il pu être possible ? Kouéra hésite-t-il au moment où Ziad lui apprend, in extremis, qu'il a encore des munitions ? L'explication est plus technique. Instinct de survie oblige, il actionne le siège éjectable avant le crash souhaité. Conséquence, *"devenu plus léger, son F5 change de profil aérodynamique et bascule sous l'avion"*, se rappelle l'un de ses compagnons au vol. Kouéra atterrit ainsi en parachute, près de Souk El Arbaâ où il sera immédiatement intercepté par la gendarmerie. Dans le ciel, Boukhalef revient à la charge et endommage un deuxième réacteur, d'où sort une fumée épaisse qui lui permet de sursauter, *"ça y est, je l'ai eu"*. L'avion perd quelque peu d'altitude. Kabbaj fait une entorse à la règle. Il tente de rallumer un réacteur qui a pris feu. Dernière tentative, avant d'entamer l'atterrissage à Kénitra, Boukhalef largue son réservoir central de kérosène sur le Boeing. Peine perdue.

"DIS-LEUR D'ARRÊTER DE TIRER. DIS-LEUR QUE LE ROI EST TOUCHÉ ET QUE TU ES BLESSÉ"

Le Boeing en fumée survole la piste de Kénitra à très basse altitude. Kabbaj, encore une fois, enfreint le code de l'aviation. *"Il a laissé croire qu'il allait atterrir à Kénitra avant de reprendre son envol pour pousser jusqu'à Rabat-Salé. Par cette manœuvre, qui a fini par payer, il aurait pu provoquer un affaissement et un crash de l'appareil"*, commente un connaisseur du dossier. L'opération Boraq s'achève sur un échec. Certes, la radio n'a pas diffusé la musique militaire attendue. Et l'avion royal a survécu aux assauts de son escorte. Mais, Amekrane n'a pas encore désespéré. De toutes les façons, dira-t-il aux siens, *"si on l'a raté au ciel, Oufkir finira le travail*



INFOGRAPHIE AHMED ARFAOUI*

© TARIK ÉDITIONS

au sol, à Rabat". Et pour en avoir le cœur net, il ordonne au sergent chef Mouhaj d'aller s'enquérir de l'état du Boeing et du sort réservé à ses passagers.

SAUVE QUI PEUT (17H – MINUIT)

À l'aéroport de Rabat-Salé, le roi, absent depuis 20 jours, est attendu par une brochette de ministres, hauts gradés de l'armée, dont Driss Benhima (il remplacera, dès le lendemain, Oufkir, en qualité de chef d'état-major), et autres commis d'État, ignorant presque tous ce qui s'est tramé. Quand l'avion, en fumée, apparaît dans le ciel, Oufkir, alors à la tour de contrôle, a juste le temps de prendre une décision capitale. Il a à sa disposition sur place tout un bataillon de l'armée de terre, dirigé par le colonel Oubejja, et prêt à intervenir pour faire abdiquer le roi. Mais le général, comme un esclave devant son maître, se fait petit. Il donne congé à son bataillon et file à l'anglaise. Réflexe d'homme de sérail, il décide de jouer à l'innocent, appelle à la tour de contrôle de Kénitra pour avoir les noms des officiers sur place et donne déjà consigne au général Benabdeslam d'aller *"égorger ces mutins qui ont osé s'attaquer à Sa Majesté"*. À quelques kilomètres de là, les pilotes des F5 viennent d'atterrir. À la tour de contrôle, l'ambiance est mitigée. Dans l'incertitude quant à l'issue finale du coup d'Etat, des officiers crient : *"Vive la république"*. Au sol, les pilotes se renvoient pourtant les accusations. Déjà les raisons d'un échec de plus en plus probable commencent à être énumérés : des pilotes pas suffisamment entraînés sur les opérations de tir air-air ; des techniciens, pas du tout mis dans le secret et qui ont mal armé les canons ; des viseurs fixes compliquant la tâche des tireurs (cet argument avait pourtant été avancé par Amekrane pour signaler les limites des F5, mais Oufkir n'en avait pas tenu compte) ; des armuriers qui auraient même, rapporte El Ouafi, *"mis des canons d'instruction à la place de canons de guerre"*., etc. Tout le monde se renvoie les accusations, parce que, après coup, la plupart des militaires de la base regrettent de ne pas avoir été mis au courant. *"J'aurais été partant avec Amekrane, parce qu'on partageait les mêmes idéaux, mais pas avec Oufkir"*, confie Hachad, des années plus tard. Vers 16h50, Ziad et Boukhalef ont juste le temps de toucher le sol et de se ravitailler en munitions, pour repartir en mission à l'aéroport de Rabat-Salé. Amekrane, en colère, tenant à cette révolution et n'ayant plus confiance en son général, les somme d'aller s'occuper eux-mêmes de "la fin de partie".

PENDANT QUE LE CORTÈGE OFFICIEL ROULE VERS RABAT, HASSAN II FUIT VERS SKHIRAT

Sur place, Hassan II, conduit de force ou presque par Kabbaj à l'intérieur de l'aérogare, est toujours dans l'expectative. Dans le ciel, les tirs ont recommencé. La télévision, qui avait filmé le débarquement royal, a d'ailleurs choisi ce moment-là pour interrompre la diffusion du reportage. Hassan II est encore en danger. Comment se protéger contre une balle perdue ? Ou une nouvelle conspiration ? C'est alors que l'un des gardes du roi a une inspiration : laisser partir le cortège officiel vers le palais de Rabat et soustraire Hassan II et quelques proches pour les embarquer à bord d'une voiture légère à destination… de Skhirat. La diversion marche d'autant que la voiture emprunte des chemins de traverse, loin de la route principale. Le garde en question se trouve être Mohamed Médiouri, dont la carrière a depuis grimpé en flèche (une autre version prétend que ce serait le général Driss Ben Omar qui aurait réquisitionné une voiture civile pour l'occasion).

À 17h30, Amekrane, ne tenant plus en place, fait signe à ses subalternes de ne pas quitter les lieux, s'assure qu'un cordon de sécurité isole la base et prend un hélicoptère en compagnie du sous-lieutenant Lyazid Midaoui pour se joindre aux autres. Mais une fois arrivé à hauteur de l'aéroport de Rabat Salé, il réalise que tout est perdu. Avant de mettre le cap sur Gibraltar (il sait que le Maroc n'a pas d'accord d'extradition avec le Royaume-Uni), il lance à la radio, in extremis, que *"le nom de la personne qui a monté l'opération commence par O"*. Le général est cuit. Doublement, d'ailleurs. Parce que Kouéra, conduit entre temps à Skhirat auprès d'un Hassan II, amer et fraîchement rescapé, subit un interrogatoire royal qui lui fait tout avouer.

Entre temps, Ziad et Boukhalef se chamaillent sur le tarmac de Kénitra. Ziad, furieux contre Amekrane qui a sauvé sa peau, somme cinq sous officiers (El Mehdi, Belkacem, Binoua, Bahraoui et Kammoun), curieux d'en savoir plus, de le suivre avec leurs F5. Il s'ensuit un baroud d'honneur, vain et intempestif, au Palais de Rabat. Les mutins faisaient, cette fois-ci, carrément fausse route.

Le soir même, Oufkir arrive au Palais estival et retrouve le roi en compagnie de Mohamed Dlimi, qui prendra plus tard sa place à la tête du ministère de l'Intérieur et Moulay Hafid Alaoui, le chambellan, qui fera dorénavant barrage au Palais. Le leader du putsch n'en sortira pas vivant. Assassiné ? Suicidé ? En tout cas, son cadavre sera retrouvé criblé de balles, transperçant son cœur, son dos et sa pupille. Ce qui n'empêchera pas Hassan II de conclure, dans ses mémoires, au "suicide" !

224 militaires ont été jugés à Kénitra. Verdicts : 11 peines de mort, 35 peines d'emprisonnement de 3 à 20 ans (tous iront à Tazmamart) et 117 acquittements

LES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT (17 AOÛT 1972 – 7 AOÛT 1973)

Amekrane pose son appareil en temps trouble à Gibraltar. Il ne passe qu'une seule nuit en fugue. Le Rocher est sérieusement convoité par les Espagnols. La masse de travailleurs marocains exilés sur place met à mal les autorités anglaises. Ces deniers ne peuvent hypothéquer leurs relations avec Hassan II pour un putschiste qui leur demande asile. Menotté, les yeux bandés, Amekrane est reconduit à la frontière. Tant pis pour le droit international (la femme d'Amekrane a intenté, quelques années plus tard, un procès aux autorités britanniques et a eu gain de cause). À partir du 18 août, l'ensemble des militaires interpellés subissent des interrogatoires musclés. Avant le procès, ouvert le mardi 17 octobre, les aviateurs impliqués directement dans l'attaque du Boeing sont conduits devant le roi. Ce dernier demande à Boukhalef comment il a réussi à toucher son appareil avec de si petits yeux. Il lui rétorque, rapporte Hachad : *"Si j'avais été mis plus tôt dans la confidence, vous ne seriez pas descendu vivant de cet avion"*. Amekrane avoue, avec la même assurance et ténacité, devant la cour qu'il a effectivement *"attenté à la vie du roi et comploté contre le régime"*. Face à lui, siégeaient aux côtés de M. Abdenbi Bouachrine, Dlimi et Skiredj, trois mois plus tôt passagers du 727 endommagé. Ils sont juges et parties. Les sentences sont sans appel. Le samedi 13 janvier 1973, 11 aviateurs (Amekrane, Kouéra, Ziad, Boukhalef, El Mehdi, Belkacem, Binoua, Bahraoui, Kammoun, Larabi et Lyazid) sont conduits à la plage de Chlihat, près de Kénitra pour être fusillés. Trente cinq officiers, internés à la prison centrale de Kénitra, iront huit mois plus tard, croupir dans le bagne de Tazmamart (lire p XX). Et les 117 autres sous-officiers sont acquittés. Depuis, un divorce irrémédiable scinde l'armée de l'air en deux familles : les bannis et les sauvés.

Mohamed Kabbaj
Le sauveur choyé

PHOTO PARIS MATCH

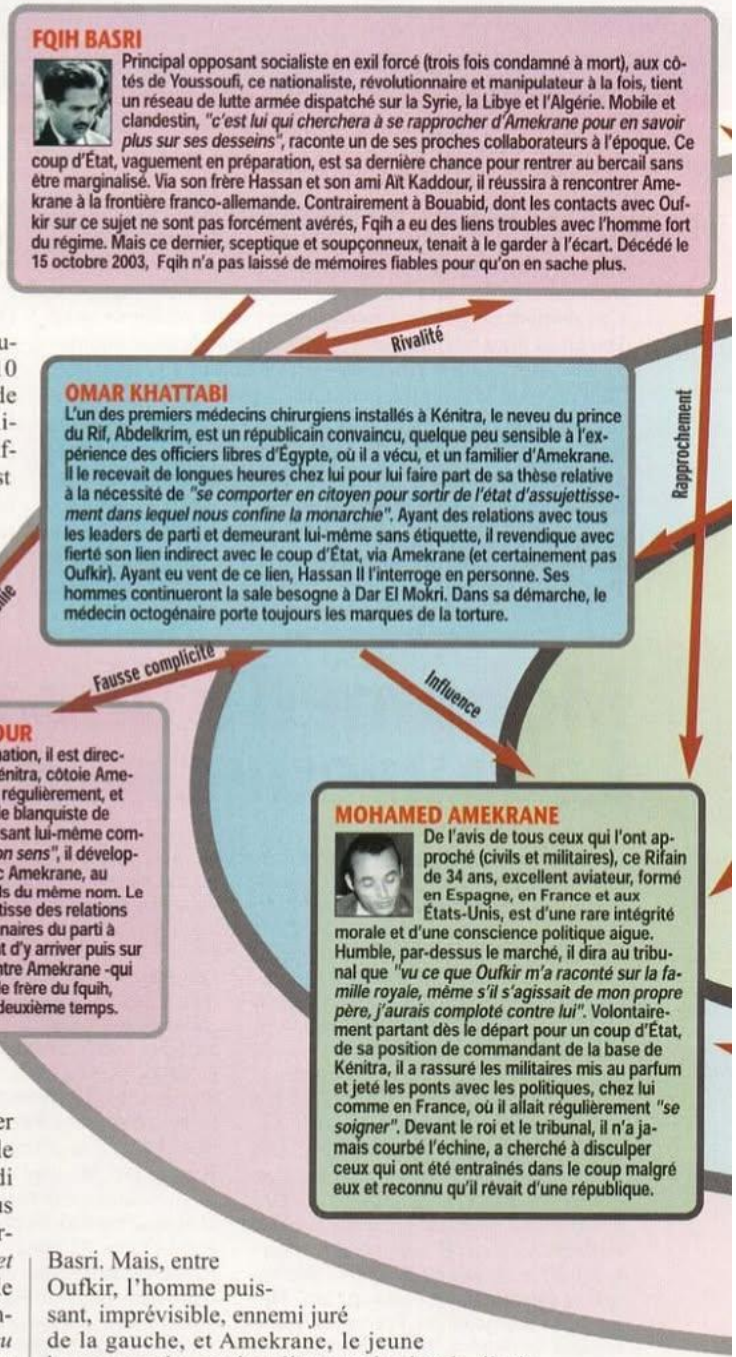
Lorsque Amekrane apprend par radio que c'est Mohamed Kabbaj qui pilote le Boeing, il a un petit pincement au cœur. Les hommes se connaissent et s'apprécient. Initialement pilote à la base aérienne de Benslimane, Kabbaj est familier avec les F5. S'il a bien manœuvré ce 16 août 1972, dit l'un des officiers, c'est *"parce qu'il s'est comporté avec le 727 comme s'il s'agissait d'un chasseur"*. L'homme, à ses débuts, n'est pas royaliste, mais nationaliste. La preuve, en 1959, rapporte Ahmed El Ouafi, *"lors d'une cérémonie de le livraison d'avions à hélice anglais (Fury), il refuse de faire le baise-main à Hassan II, encore prince héritier. Au général Kettani, qui l'a sermonné, il a signifié qu'on ne lui a pas appris le baise-main à l'école de l'air"*. Major de sa promotion en France, ce pilote brillant deviendra, 13 ans plus tard, le sauveur de ce même Hassan II. L'a-t-il fait par devoir professionnel ou par allégeance ? Il y a été amené par un pur hasard. Chargé en tant que chef pilote à la RAM de ramener le premier 727 acquis de Londres, il s'est retrouvé face à ses anciens camarades de patrouille, transformés à l'occasion en putschistes. Une fois arrivé à bon port, il a été promu par le roi, chef des Forces Royal Air, à la place de Hassan Lyoussi, jugé alors incompétent et cumulant cette fonction et celle de chef du 2e bureau. Sa première mission a été de faire visionner dans toutes les bases aériennes une cassette confidentielle dans laquelle Hassan II apprenait aux officiers et sous officiers *"comment être ouverts d'esprit et disciplinés"*. Fonctionnant à cheval, depuis, entre l'aviation civile et militaire, Kabbaj a eu carte blanche. Entre le Sahara, où il allait en cas de force majeure, la direction de la RAM, où il était adulé, il a fini avec le temps par devenir *"trop puissant et méprisant"*. Il n'empêche, on lui reconnaissait sa compétence et sa capacité à mettre à profit ses liens privilégiés avec le roi pour améliorer la situation des techniciens. C'est l'histoire d'un technocrate coopté par effraction.

LE CERCLE DES C

Le coup du Boeing intervient dans une période trouble, cocktail explosif de répression, corruption, idéologie nationaliste et ras-le-bol généralisé. Entre politiques désabusés et militaires écœurés, c'était l'alliance des contraires. Et pourtant, il s'en est fallu d'un cheveu...

PAR DRISS KSIKES

Nous sommes en 1971. Le roi vient d'être sérieusement déstabilisé par la tuerie de Skhirat (10 juillet). À peine sorti des années sombres de l'État d'exception, Hassan II pratique la politique du bâton (sans carotte). Mais il est très affaibli. Le temple où il paraissait jusque-là inaccessible est paru du jour au lendemain facile d'accès. Le mythe Hassan II s'est effondré. Treize mois plus tard, les aviateurs de Kénitra prennent le relais des mutins d'Ahermoumou. *"À chaque fois que notre cortège d'officiers détenus passait de la prison centrale au tribunal, les you-yous s'élevaient dans le ciel pour nous accompagner"*, raconte Hachad. Même dans les campagnes les plus reculées, les fellahs demandaient à voir la photo de ce "brave d'Amekrane" qui a osé s'attaquer au roi. Dans cette ambiance en pleine effervescence, Hassan II tente, tant bien que mal, de redorer son blason. Quelque temps avant l'attaque du Boeing, il envoie, dans une première inédite, 4 ministres (Lazrak, Chefchaouni, Jaïdi et Tahiri) devant la cour spéciale de justice pour une affaire de détournement. Le geste a été fait pour la forme mais la CSJ a eu une longue vie depuis. Celle de Hassan II aussi. Ce ne sont pas les tentatives de l'écourter qui ont manqué. Au lendemain de l'opération de Skhirat, le roi a du mal à faire son autocritique. Invitant Abdelhadi Boutaleb, alors président du Parlement, à convier les élus afin de montrer que c'est *"un incident de parcours"*, ce dernier résiste et lui fait savoir que *"l'événement est de taille et exige une réelle refonte de l'orientation politique"*. Mais le roi fait la sourde oreille. Un an plus tard, la situation a empiré. *"Plusieurs milieux de l'UNFP à l'étranger avaient eu vent de l'opération que concoctait Oufkir et Amekrane"*, se souvient Mohamed Benyahya, très proche alors de Fqih Basri. Mais, entre Oufkir, l'homme puissant, imprévisible, ennemi juré de la gauche, et Amekrane, le jeune homme probe, nationaliste sur les bords, il n'y avait qu'un pacte de circonstance. Chacun œuvrait derrière



OMPLICITÉS

UNFP

En 1972, le parti est tiraillé entre les adeptes de la lutte armée, qui passeront à l'acte en mars 1973, et la direction, tenue par Abderrahim Bouabid, qui crée la "koutla nationale" au lendemain du coup d'État de Skhirat. À l'époque, l'ombre de Ben Barka plane toujours sur le parti. Les velléités de révolution ne sont pas oubliées. Les militants à l'étranger ont eu vent d'un coup d'État en préparation. Amekrane recevait certains cadres locaux du parti chez lui à Kénitra et les discussions sur la situation politique détériorée battaient leur plein. Bouabid, mis au courant d'un coup d'État en préparation, prend ses distances mais ne tente pas de réagir non plus. Au lendemain du putsch, Hassan II insiste pour savoir si le leader socialiste et homme d'État qu'il tient en estime est dans le coup. Entre temps, les tortionnaires essaient de souti-rer à Amekrane et Kouéra une collusion avec El Yazghi et O. Benjelloun. Ces derniers recevront un colis piégé le jour même de l'exécution des aviateurs.

LES AMÉRICAINS

La base aérienne de Kénitra est traditionnellement américaine depuis 1956. Dès1969, le commandement marocain y acquiert une autonomie partielle, en matière de sécurité, de matériel technique et de chasseurs. Mais les munitions sont surveillées par les services américains, dépendant de l'US Navy, et la piste d'atterrissage est gérée conjointement avec les Marocains. La CIA, présente sur place en force, avec une antenne à Bouknadel et Sidi Yahya, a un œil sur tout. Théoriquement, *"ils ne pouvaient pas ignorer qu'un putsch se préparait"*, explique un officier de la base. Le jour J, ils ont bizarrement déserté la zone B qu'ils dirigeaient. En 1975, ils ont entamé leur redéploiement en Espagne pour quitter définitivement les lieux en 1978.

Tiraillements

Echange d'informations

Contacts ambigus

MOHAMED OUFKIR

À 63 ans, il chapeaute les deux ministères sécuritaires (Intérieur et Défense), jouit d'une confiance mitigée du roi et d'une puissance inégalée. Initialement mercenaire au sein de l'armée française, puis homme du sérail, il n'a coupé le cordon avec Paris qu'au lendemain de sa condamnation à perpétuité en 1967 dans l'affaire Ben Barka. Mais il n'a jamais cessé de balancer entre volonté de puissance et devoir de servilité. Son implication supposée dans le premier putsch de 1971 n'a jamais été élucidée. Quant à son rôle déterminant dans celui de 1972, il en fit part une semaine auparavant au chef des renseignements français, De Marenche. Plus craint qu'aimé par l'armée, il s'est appuyé sur la probité d'Amekrane pour monter son coup et "doubler les politiques". Hassan II ne lui a pas pardonné sa trahison aérienne. Son cadavre sera retrouvé criblé de balles le 17 août au matin.

Convergence d'intérêts

Profonde complicité

LOUAFI KOUÉRA

Ce Rifain de 36 ans est capitaine en 1972. Il est connu pour sa raideur morale et sa piété. Il a toujours été à l'ombre de son ami Amekrane. Au lycée, à l'école militaire de Tolède, puis comme son adjoint à Kénitra (avant le putsch, il deviendra commandant de la base). Le 16 août, il le remplace dans la direction de la patrouille qui va attaquer le Boeing. Comparé à Amekrane, il a un caractère moins résolu. Intercepté à sa descente du F5, il a cédé devant les pressions du roi et caressé l'espoir d'être gracié en balançant les noms de politiques impliqués. En guise de testament, il demande à l'un de ses compagnons de *"vendre sa (petite) voiture pour payer ses dettes"*. Jusqu'au bout, son sort est resté lié à celui de son acolyte. Au lendemain de son exécution, le 13 janvier 1973, ils ont été enterrés à Chefchaouen (sa ville d'origine) dans une tombe commune.

CRÉDITS PHOTOS : MEHDI BENNOUNA, *HÉROS SANS GLOIRE*, TARIK EDITIONS, 2002 / STEPHEN SMITH, *OUFKIR UN DESTIN MAROCAIN*, CALMANN-LÉVY, 1999 / COLL. PRIVÉE DE SALAH HACHAD

ses propres complices et autres soutiens tacites qu'il gardait jalousement pour lui.

QUI MARCHAIT AVEC OUFKIR ?

Oufkir était un homme de renseignement, très prudent. À telle enseigne qu'après sa mort, seuls persistaient des faisceaux de présomptions sur la toile qui s'est secrètement tissée autour de lui. Côté militaire, les déclarations d'Amekrane au procès sont truffés d'indices troublants : le général lui dit qu'il ne devait recevoir d'ordres de personne, sauf du général Abdeslam Sefrioui, parce qu'il est *"de mon côté"*. À la lecture du supposé "conseil de la révolution", établi par Oufkir, d'autres noms surgissent, dont notamment celui du colonel Dlimi qui allait lui succéder avant de périr, à son tour, dans un accident mystérieux. Le communiqué comportant ces noms de militaires prétendument "de son côté" est celui-là même qui aurait été remis à Abderrahim Bouabid *"pour information"*, selon Amekrane. Le nom du directeur du cabinet royal, Driss Slaoui, est également cité comme "go between" avec l'opposition. *"C'est une manière détournée d'insinuer un lien avec Bouabid, vu que les deux hommes sont de Salé"*, commente Aït Kad-

dour, sceptique. Il y a de quoi l'être, puisque Slaoui continuera pendant de longues années son petit bonhomme de chemin auprès du roi, sans être perturbé. Quant à Bouabid, il fera l'objet, au lendemain du putsch d'une enquête secrète commandée par Hassan II. *"Il y a appris que le lien du leader socialiste avec l'opération n'est pas clairement établi"*, confie un responsable des services secrets. À l'autre bout de l'UNFP, l'opposant Fqih Basri s'est demandé, une fois mis au courant de ce conseil de la révolution, si ce n'était pas du "bluff". Mais la réaction de Basri ressemble plus à de la provocation à l'égard du général qui refusait de le mettre au parfum. *"Ayant réussi à isoler Hassan II de toute source d'information susceptible de lui mettre la puce à l'oreille, Oufkir tenait Basri à l'écart parce qu'il risquait de vendre la mèche"*, explique Benyahya, en connaissance de cause. Dans la même série de contacts discrètement noués par le super-ministre de l'époque, plusieurs sources concordantes rapportent une visite nocturne du leader istiqlalien, Allal El Fassi. Mais difficile d'en déduire l'objet. Il n'en demeure pas moins qu'Oufkir ne cachait pas son amertume à l'égard de la situation politique interne. Voilà ce que rapporte Alexandre De Marenches (patron du SDECE française), qui l'a rencontré en catimini à Londres, début août 1972 : *"Il m'a raconté des choses désagréables sur le Maroc et m'a dit en partant, tu entendras parler de moi dans une semaine"*. Il a tenu parole, mais y a laissé sa peau. Cette tendance qu'il avait à dire du mal du pays et même du roi date de bien avant le coup d'État de Skhirat. Boutaleb relate dans ses mémoires deux récits de Omar Benabdeljalil, alors ambassadeur à Téhéran, et de Mahjoubi Aherdane, qui lui faisaient part de leurs doutes quant aux intentions d'Oufkir à l'égard de Hassan II. Il a dit dans des situations différentes, à l'un et à l'autre, que *"le mieux est de laisser les choses pourrir"*. Avec une interlocutrice étrangère, comme Anne Brown, il a un discours plus progressiste, *"ce pays doit changer et il changera"*.

Au lendemain du putsch, Hassan II commande une enquête secrète à l'égard de Bouabid

TARIK EDITIONS

"OUFKIR TENAIT LE FQIH BASRI À DISTANCE PARCE QU'IL RISQUAIT DE VENDRE LA MÈCHE"

QUI ACCOMPAGNAIT AMEKRANE ?

Au lendemain de Skhirat, Oufkir joue au sanguinaire avec ses anciens frères d'armes. Lorsqu'il convoque Amekrane, vaguement soupçonné d'avoir trempé dans le putsch, ce dernier dit adieu à ses amis. Il s'attend à être liquidé. Finalement, il sera adoubé par le général. À l'image de Ababou, qui avait trouvé la couverture de Medbouh, pour attaquer le palais de Skhirat, Amekrane allait avoir l'appui d'Oufkir pour attaquer le Boeing. Entre temps, la gauche a réalisé que l'armée était partante. Amekrane allait être l'interlocuteur privilégié de militants qu'il côtoyait, comme Aït Kaddour et le docteur Khattabi, avec lesquels il a de longues heures de discussion sur le sort du pays. Ils réalisent sa fibre sociale, son sentiment nationaliste et sa rectitude morale. *"On savait que sans Oufkir, il ne pourrait rien. Mais une fois le coup d'État réussi, il pourrait s'en débarrasser"*, disent-ils pour la plupart. À la base de Kénitra, Amekrane répercute constamment "la formation idéologique" qu'il reçoit de ses amis. Vivant en autarcie, dans une base mi-américaine, où le Bi-Ex (supermarché) affiche des articles que seuls les très hauts gradés et la famille royale peuvent se permettre, les pilotes sous officiers qui touchent 600 DH terminent leur mois grâce à la caisse du bar. Le ton dans le mess est à l'égalitarisme. Vers la fin de 1971, Amekrane tombe malade. Il a une infection rénale et séjourne à l'hôpital Ibn Rochd avant de partir en France. Là, Aït Kaddour le met en contact avec Hassan Basri, le frère du Fqih, mais aussi son porte-messages. Durant les six mois qui suivent, il séjourne à des intervalles entrecoupés en France et en profite pour tisser des relations avec les cadres révolutionnaires en exil. Khattabi, qui était aussi son médecin traitant, révèle aujourd'hui que, contrairement à ce que l'on croyait, *"sa maladie n'était pas si maligne que cela. C'était un prétexte très commode"*. Avec le Fqih Basri, il aura eu, finalement, qu'une ou deux entrevues, très brèves. *"Il était en contact avec Oufkir et je ne voulais pas empiéter sur les plate-bandes du général"*, dira-t-il au procès. À vrai dire, il y avait une concurrence tacite et Oufkir le prévenait : *"il ne faut pas que les politiques nous devancent"*. La preuve, même quand l'aile radicale de l'UNFP a tenté de faire son coup d'État le 3 mars 1973, les militaires n'étaient pas loin. *"C'est Ahmed Dlimi et le chef des renseignements algériens, Qasdi Merbah,* révèle Benyahya, *qui ont induit les hommes du Tanzim dans l'erreur"*. Depuis, la série des tentatives de coups d'État a été close, les militaires sont devenus des rentiers à l'écart de la société, et les politiques des rentiers qui n'osent plus s'en approcher.

Le général Mohamed Medbouh, responsable du renseignement au Palais royal

PARIS MATCH

Le commandant Hosni Benslimane, gouverneur de Tanger, puis de Kénitra

AFP

Le général Driss Ben Omar, celui qui a remplacé Oufkir à la tête de l'état-major

CALMANN-LEVY

Le colonel Hassan Lyoussi, patron du 2e bureau militaire

1971-1972. La faillite du renseignement

Les services de renseignement de Sa Majesté ont failli lui coûter la vie à deux reprises. Incompétence, mauvaise coordination et ambitions personnelles expliquent le phénomène.

Juillet 71 et août 72 : deux putschs militaires en 13 mois, cela fait désordre. Comment cela a été possible ? En 1971, les services de renseignement marocains sont retombés dans une anarchie digne de l'après-indépendance, chez les civils comme chez les militaires. La DGSN est alors dirigée par Ahmed Dlimi, connu pour sa brutalité, mais pas spécialement pour sa compétence. L'essentiel du travail de renseignement est alors délégué à des brigades parallèles dirigées par le même Dlimi et dont le boulot est tourné vers le racket et les enlèvements dans les rangs des gauchistes. Le CAB 1, à l'époque, ne fonctionne plus que d'une manière clandestine, tournant à régime réduit depuis les suites de l'affaire Ben Barka. Autant dire que la coordination ne battait pas son plein parmi les rangs de la police. Au niveau de l'armée, le tableau n'est pas plus reluisant. Les deux postes-clé du renseignement reviennent à deux représentants de la vieille école, Hassan Lyoussi au 2e bureau (équivalent du CAB 1 chez les militaires)… et Mohamed Medbouh attaché à la sécurité royale. Le premier est un "physique" plus présent sur le terrain des opérations techniques que sur celui du renseignement. Le deuxième a une idée fixe : renverser la monarchie ! La configuration des renseignements portait ainsi en elle-même les germes des coups d'État à venir. Exemple : en 1965 déjà, Amekrane, le futur comploteur d'août 72, participe à une formation aux États-Unis et en profite pour effectuer un séjour mystérieux au Mexique, un pays dont les relations diplomatiques avec le royaume étaient pratiquement coupées. L'écart, pourtant dangereux, reste sans conséquence pour Amekrane, promu deux années plus tard commandant de la base de Kénitra et auteur dès sa prise de fonction d'une étrange devise : *"Il faut immédiatement former des commandos"*, dixit un ancien de la base, responsable des moyens techniques et agent du 2e bureau, Ahmed El Ouafi. Le même témoin révèle, en aparté, que le colonel Sbaï, directeur du lycée militaire à Kénitra, avait écrit à Medbouh en 1969 pour lui signaler, déjà, que *"Amekrane préparait un coup d'État à partir de la base militaire de Kénitra"*. Avec Medbouh, le message est tombé dans l'oreille d'un sourd. Après le coup de Skhirat où la responsabilité ou, pour le moins, la complicité passive d'Oufkir et de nombreux autres officiers (dont Amekrane, probablement) n'a jamais été démentie, le climat de suspicion a encore gagné en ampleur. Et l'organisation des renseignements ne s'est pas arrangée. Medbouh éliminé, c'est Oufkir et, dans l'ombre, Lyoussi qui montent en puissance. Quant à Benhima, parachuté à la tête du ministère de l'Intérieur, il est loin de maîtriser la situation. Pas franchement rassurant. Les trois principaux instigateurs de l'attaque du Boeing royal, en 1972 (Oufkir, Amekrane et Kouera) s'amusaient même, en privé, à se faire appeler par des noms de code : Oscar, Alpha et Kilo ! Le trio a pu, avant le putsch, obtenir la mutation d'un gouverneur, le colonel Hosni Benslimane, de Tanger vers Kénitra, *"histoire de le surveiller de près"*. Étrange retournement de la situation : c'est le corps de la gendarmerie, et ses services de renseignement, dirigés, entre autres… par Benslimane et Laânigri, qui sont montées en flèche depuis le ratage du coup du Boeing. Quant à Lyoussi, il a pu sauver sa tête, mais au prix d'une retaite forcée et dorée, dans le monde des affaires, loin des turpitudes du renseignement militaire.

L'ANARCHIE DES "SERVICES" PORTAIT EN ELLE LES GERMES D'UN COUP D'ETAT

KARIM BOUKHARI